"L'HOMMAGE FRANÇAIS"

L'Effort Britannique

par

ANDRÉ LEBON

Ancien Ministre
Président de la Fédération des Industriels
et Commerçants Français

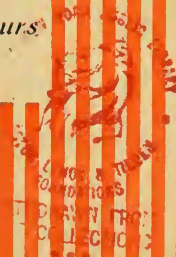


PUBLICATIONS DU COMITÉ

"L'EFFORT DE LA FRANCE
ET DE SES ALLIÉS"



BLOUD & GAY, Editeurs
PARIS-BARCELONE



L'EFFORT BRITANNIQUE

"L'HOMMAGE FRANÇAIS"

L'EFFORT BRITANNIQUE

PAR

ANDRÉ LEBON
Ancien Ministre
Président de la Fédération des Industriels et Commerçants Français



PUBLICATION DU COMITÉ
*"L'EFFORT DE LA FRANCE
ET DE SES ALLIÉS"*

BLOUD & GAY
ÉDITEURS

PARIS
3, rue Garancière



BARCELONE
Calle del Bruch, 35

1917

SOUS le titre : L'Effort de la France et de ses Alliés, *il a été fondé à Paris, sous la présidence de M. Stéphen Pichon, un Comité de Conférences dont le but est d'expliquer au grand public le persévérant effort fourni par les Alliés.*

Montrer avec pièces à l'appui que les peuples à qui la guerre fut imposée et qui luttent pour la liberté du monde sont dignes les uns des autres, faire comprendre ce qu'il y a de grand et de beau dans le devoir qu'ils accomplissent, de noble et de profond dans l'idée qui les mène, tel est le programme du Comité.

En rendant ainsi justice à l'héroïsme et à la fidélité de nos vaillants compagnons d'armes, le Comité est en droit de compter que la France recevra d'eux pareil hommage; aux manifestations organisées dans notre pays en l'honneur des Alliés, succéderont chez eux des conférences qui diront toute la grandeur de l'effort français.

Les premières conférences organisées sous le patronage du Comité ont obtenu, dans les diverses villes où elles furent faites, un éclatant succès. Les auditeurs ont, à maintes reprises, exprimé le désir d'en posséder le texte qui n'offrira pas moins d'intérêt aux personnes n'ayant pu assister à ces réunions.

Nous avons pensé cependant que nos conférences formeraient dans leur ensemble une œuvre plus durable, si on leur enlevait la forme oratoire sous laquelle elles furent d'abord présentées. Nous avons donc prié les conférenciers de leur donner l'aspect de traités courts et substantiels, avec divisions claires et table des matières.

Nous reproduirons d'ailleurs, en appendice, les documents relatifs à la conférence : programme de la séance, Allocution du ou des présidents, etc.

Ainsi adaptées, nous espérons que les douze études qui, sous le titre général : L'Hommage Français, *formeront la première série des publications du Comité :* L'Effort de la France et de ses Alliés, *trouveront auprès de nombreux lecteurs un accueil encourageant et de nature à engager leurs promoteurs à en poursuivre le développement.*

Paul LABBÉ,
Secrétaire général du Comité.

L'EFFORT BRITANNIQUE [1]

Si la cause des Alliés est une dans son principe et dans son objectif final, les forces morales qui font mouvoir chacun d'eux sont diverses, et les moyens employés pour les décrire doivent varier.

Je n'ai affaire ici ni au mysticisme, à la fois candide et puissant de la sainte Russie, ni à la poésie entraînante de la noble Italie. Ma tâche est plus aride : je dois en effet, par les voies d'une analyse minutieuse, qui paraîtra parfois, souvent même, austère, tenter de faire pénétrer le lecteur jusqu'au cœur d'une race dont l'instinct atavique est foncièrement hostile aux idées abstraites, aux sentiments passionnés, aux mots sonores ; qui recherche, en toutes choses, les réalités, les contingences, les solutions empiriques, mais qui possède un sens éminent du devoir civique et de l'honneur national et qui est, à tout prendre, dans le public aussi bien que dans le privé, la plus grande école de virilité et d'énergie de l'univers entier.

- Caractère - fondamental de l'histoire d'Angleterre.

Le dimanche 2 août 1914, qui fut le premier jour de notre mobilisation générale, je me promenais dans les rues de Paris pour y observer les palpitations de notre chère et vaillante cité.

J'assistais émerveillé à la gravité active, au désordre méthodique qui conduisaient chacun de nos concitoyens là où le devoir l'appelait, lorsque je fus abordé par un Anglais de classe moyenne, un homme dont je n'ai jamais su le nom, que je ne reverrai jamais sans doute et qui, fortement impressionné lui aussi par le spectacle qu'il avait sous les yeux, s'ouvrit spontanément à moi sur ce qu'il croyait être l'intérêt et la politique de son pays.

Il me tint pendant une demi-heure sous le charme de sa conversation et il termina par ces mots : « Je vois par mes propres

---

(1) Développement d'une conférence prononcée à la Sorbonne le 15 juin 1916.

yeux que vous avez l'instinct militaire dans le sang ; nous ne l'avons à aucun degré, nous autres Anglais ; nous sommes un peuple de commerçants et d'industriels ; nous n'aimons pas la guerre ; nous ne comprenons pas qu'on fasse la guerre ; nous ne sommes jamais prêts à la faire ; aussi, quand nous sommes obligés de nous y résigner, cela commence toujours mal ; mais cela finit toujours bien, parce que nous ne lâchons jamais. »

Toute l'histoire de l'Angleterre est résumée dans ces paroles. Chacun a présent à l'esprit le souvenir le plus caractéristique de la méthode britannique : en 1810, chassé d'Espagne par Masséna, Wellington s'accrocha avec une poignée d'hommes sur les lignes de Torrès Vedras, au fin fond de la péninsule ibérique, alors que l'Europe entière était dans l'alliance ou sous la dépendance du Grand Empereur ; il y attendit pendant des mois l'occasion favorable pour ramener les armées de Napoléon jusqu'à Toulouse en 1814 et pour finir par battre Napoléon lui-même à Waterloo.

C'est par la ténacité, par une ténacité à l'épreuve de tous les mécomptes, qu'est marquée à chaque page l'histoire de l'Angleterre, cette histoire dont un inspecteur général de l'Université, M. Hovelacque, a pu dire récemment qu'elle est « une épopée, et une épopée magnifique, de la volonté ».

Comment cette volonté s'est affirmée dans le passé? Comment elle s'applique dans la lutte à laquelle nous participons depuis deux ans de tout notre être? C'est ce que je voudrais rechercher. Mais qu'on ne s'y trompe pas : pour comprendre l'Angleterre, pour la connaître, pour la juger, il faut dépouiller toutes nos façons coutumières de voir, de sentir et de raisonner.

— La politique — extérieure de la Grande-Bretagne.

Et tout d'abord, on l'oublie trop souvent, l'Angleterre est une île. C'est une île placée en marge de notre vieux continent, un peu comme un flanc-garde qui protège la marche d'une colonne. C'est une île qui ne se soucie pas de cesser d'être une île, non pas seulement, comme on l'a vu au moment des polémiques relatives au tunnel sous la Manche, pour des motifs stratégiques plus ou moins sérieux, mais surtout parce qu'elle a peur que son intégrité morale, que sa personnalité historique soient un peu compromises par

des contacts trop fréquents et trop intimes avec l'Europe continentale.

Et parce qu'elle est une île, l'Angleterre s'est formé une conception tout à fait singulière, tout à fait originale, de son rôle dans la politique extérieure.

Depuis tantôt deux mille ans, son sol n'a été violé que deux fois, par César et par Guillaume de Normandie ; quand elle a vu que ni Louis XIV, ni la Révolution, ni l'Empire n'ont réussi à en faire autant, l'Angleterre en a conclu qu'elle était inviolable.

C'est à peine si la découverte de l'aviation a jeté quelque trouble dans les notions qu'elle avait à cet égard ; mais la guerre actuelle même, la laisse sous l'impression qu'aucune puissance militaire ne peut rien entreprendre contre son territoire.

Et depuis que les Normands, après avoir conquis l'Angleterre, n'ont pas réussi à se réinstaller en Normandie, l'Angleterre a renoncé à se mêler activement aux querelles de la politique continentale, ou du moins elle ne l'a fait que dans une mesure très restreinte, très réfléchie et très modérée : elle a simplement suivi, à l'égard de l'Europe, les règles du jeu de bascule qui font que, alternativement, elle a porté le secours de sa diplomatie et celui de ses finances du côté de ceux qui lui paraissaient les plus faibles. Elle s'est bornée à empêcher qu'à aucun moment une puissance prépondérante s'établît en Europe qui pût nuire au développement de ses affaires : c'est son droit incontestable, sinon même son devoir, de veiller sur ses affaires, comme c'est aussi le nôtre de servir nos propres intérêts. Et pour le même motif, elle a toujours favorisé les progrès et protégé l'indépendance des diverses nationalités qui se partagent le continent.

C'est la politique de l'équilibre et, pour soutenir cette politique, l'Angleterre, jusqu'à une époque récente, n'a jamais dépensé que de l'argent ; elle ne se faisait représenter dans les guerres qui se livraient sur terre que par quelques échantillons d'habits rouges pour qu'on pût dire que le drapeau anglais était là, lui aussi.

Quant à l'action militaire, à proprement parler, elle ne l'a jamais portée que dans une seule et unique direction : sur les routes humides de la mer ; elle l'a concentrée dans le développement de sa marine, parce que la liberté des mers était nécessaire à son commerce, à son industrie, à sa vie même.

Le tempérament anglais

Il semble, que dans le splendide isolement insulaire qu'elle s'était ainsi fait, réduisant au minimum les rapports qu'elle pouvait avoir avec le continent, l'âme anglaise aurait dû se développer... comment dirai-je?... dans une espèce de nuage, d'abstraction ou de rêve. Est-ce un effet de la race? ou de l'histoire? ou de toutes deux combinées? Le contraire s'est précisément produit, et, si l'on veut comparer le génie anglais au génie français, il n'est pas douteux que c'est le nôtre qui court toujours après les raisonnements logiques, après les solutions symétriques ; c'est le nôtre qui est en mal perpétuel de recherche de l'absolu, tandis que l'Angleterre se contente plus volontiers des solutions transactionnelles et précaires de la vie quotidienne, tout en se laissant entraîner par intervalles par quelque forte impulsion d'origine humanitaire, évangélique ou littéraire, comme celles qui l'ont successivement poussée, dans le siècle dernier, à supprimer l'esclavage, à affranchir la Grèce et à libérer la Bulgarie.

Je ne donnerai qu'un exemple de ses tendances dominantes.

Voici un philosophe français, Vacherot, un maître en son temps, qui écrit un livre sur la démocratie, sujet essentiellement vivant, essentiellement historique, semble-t-il ; ce maître n'hésite pourtant pas à écrire ces lignes vraiment extraordinaires :

« Étant donnée une définition de la démocratie, j'en déduis toutes les conséquences pour la Société, l'État et le Gouvernement... Si mon livre a pour lui la vérité, peu importe que la réalité proteste contre ses principes et ses conclusions... Jamais l'histoire n'a pu être un argument contre la logique. »

Ce n'est pas là seulement la conception quelque peu pédante et outrecuidante d'un homme de cabinet. Cette disposition intellectuelle est « en puissance » dans chacun de nous, et elle n'y est que trop développée par un système d'instruction qui, à mon sens, est infiniment trop théorique, trop irréel à tous ses degrés.

Quoi qu'il en soit à cet égard, les applications de cette fâcheuse inclination de notre esprit sont multiples.

Qu'on se rappelle nos ancêtres de la Révolution : ils avaient la prétention de travailler pour l'Humanité, pour tous les siècles, pour toutes les latitudes.

Quelle a été une de leurs premières conceptions? La réforme du calendrier. Ils ont fait un calendrier républicain :

or, voici que les noms des mois y sont si merveilleusement expressifs de ce qu'est l'évolution des saisons dans nos climats qu'ils ne s'appliquent qu'à notre seul pays, leurs inventeurs ayant notamment oublié qu'il existait sur la planète un hémisphère sud où les saisons sont précisément l'inverse de ce qu'elles sont dans l'hémisphère nord.

Il y a quelque vingt ans, nous avons eu un ministre des colonies qui a cru nécessaire et profitable de faire afficher dans les écoles primaires du Congo, fréquentées par de jeunes cannibales, la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » sans se demander une seconde si ce monument admirable de la philosophie et de la politique françaises n'était vraiment pas une nourriture trop subtile pour des estomacs aussi... primitifs.

Ce ne sont, dira-t-on, que de petites choses, bonnes pour en rire ; mais souvent nous allons beaucoup plus loin, nous tombons dans des erreurs beaucoup plus graves, par amour pur de la logique déductive fondée sur de contestables postulats.

Au début de la guerre actuelle, les militaires ont cru et ils nous ont démontré que, étant donnés les moyens effroyables de destruction dont on disposait de part et d'autre, la guerre serait fatalement courte et foudroyante.

Les financiers ont cru, et ils nous ont démontré que, étant données les dépenses formidables auxquelles on allait avoir à faire face, aucune trésorerie, aucun budget ne pourrait résister qu'un très petit nombre de mois.

Les économistes ont cru, et ils nous ont démontré que, étant donné que la mobilisation générale impliquait l'arrêt complet de la vie commerciale et industrielle, et coupait les communications de la France avec tous les pays étrangers, ni le commerce ni l'industrie ne pourraient endurer, plus de quelques semaines, un pareil bouleversement.

Souvenez-vous que les uns et les autres vous étiez convaincus par ces raisonnements ; rappelez-vous avec quelle ironie supérieure vous avez accueilli cette déclaration de lord Kitchener, dès le début de la guerre : « La guerre? Elle durera trois ans, trois ans au moins. »

Pourquoi ce pronostic? Non certes par raisonnement mathématique : on ne fait point de déductions serrées au pays où un homme d'État, J. Chamberlain, a célébré comme la première qualité des lois anglaises de « n'être pas logiques », et où le grand historien Macaulay a conseillé au législateur de

« ne point s'inquiéter de la symétrie, mais seulement de l'utilité ». Kitchener ne raisonnait ni ne calculait en parlant d'une durée de trois ans ; il eût pu tout aussi bien dire quatre ou cinq, car son instinct, plus fort que la raison, lui montrait, — et c'est toute la portée de l'indication qu'il donnait à son peuple, — que, à cause même de la nature du conflit, parce que, pour toutes les nations qui y sont engagées, c'est une question de vie ou de mort, les calculs des militaires, des financiers et des économistes ne tiendraient pas devant la seule et vraie force : celle des impondérables, celle des passions nationales qui font que, pour un peuple quelconque, mieux vaut mourir tout entier que d'accepter la défaite et la paix dans les conditions où l'ennemi voudrait nous les imposer.

Voilà donc un cas où l'empirisme britannique a vu infiniment plus clair que la logique française. Il en est beaucoup d'autres, mais ce serait retenir trop longtemps l'attention du lecteur que de m'y appesantir et j'aime mieux indiquer une autre différence, différence fondamentale, qui sépare la pensée anglaise, la politique anglaise de la pensée et de la politique françaises.

— Le culte — de l'Angleterre pour la liberté.

L'ANGLETERRE est un pays de liberté ; elle n'a pas comme nous un souci quelque peu maladif de chercher à réaliser une égalité qui est contraire à la nature. Cela tient à des raisons historiques très profondes et très lointaines.

L'Angleterre, comme tous les pays européens, a passé par la féodalité, mais Tocqueville a pu remarquer avec beaucoup de justesse qu'elle est le seul pays où la noblesse féodale ne soit pas devenue purement et simplement une caste, et où elle soit redevenue une aristocratie.

Je m'explique. Qu'est-ce qu'une caste? C'est ce que nous avons vu en France : la réunion de tous ceux qui, à un titre quelconque, prétendaient avoir un peu de sang bleu dans les veines, et qui portaient un titre ou une particule. Titres et particules sont de peu d'importance, mais pour les justifier, pour les rehausser, tous ceux-là aspiraient à des privilèges et au plus cruel, au plus antipathique de tous les privilèges au regard de la population, j'entends le privilège fiscal, le privilège de l'impôt. Si bien que le peuple de France s'est accoutumé, à

travers plusieurs siècles, à s'appuyer sur le pouvoir royal, sur le pouvoir central pour se défendre, non seulement contre les attaques du dehors, mais contre les abus des ordres privilégiés ; et, au cours de toute son histoire, il s'est développé en lui un besoin ardent, un amour farouche de l'égalité qui lui a fait favoriser la centralisation du pouvoir jusqu'au moment où, parvenu à la direction des affaires, il s'est servi lui-même de cette centralisation, le plus souvent contre la liberté.

En Angleterre, l'évolution a été exactement contraire. La noblesse anglaise a eu la grande sagesse, tout en se recrutant d'une manière continue parmi les sommités de la science, de l'art et du négoce, de rejeter incessamment son trop plein, j'entends par là les cadets et les puînés, dans le commun, et de ne les distinguer des autres citoyens ni par des titres ni par des particules. Elle a eu l'intelligence bien plus grande encore, pour justifier au regard des masses populaires le pouvoir politique qu'elle prétendait exercer, d'assumer pour elle-même la majeure partie des charges fiscales et d'en alléger le peuple.

Si bien, qu'à travers toute l'histoire d'Angleterre, s'est nouée une alliance intime entre les classes dirigeantes et la classe populaire, — alliance dont nous verrons les effets jusqu'au jour de la guerre actuelle, — pour soutenir les libertés publiques et privées contre le pouvoir central. On peut dire que la liberté a toujours outre-Manche pris le pas sur l'égalité, tandis qu'en France, le souci de l'égalité a trop souvent fait oublier la sainte cause de la liberté.

Ainsi se sont formées, côte à côte, séparées uniquement par un petit couloir maritime, deux races qui ne sont pas du tout les mêmes.

D'un côté, le Français : lorsque vous voulez l'entraîner, adressez-vous à son esprit, adressez-vous à son cœur ; il a un idéal intellectuel, un idéal de pensée presque toujours abstraite.

De l'autre côté, l'Anglais : quand vous voulez l'émouvoir, parlez à sa conscience, à son sentiment des responsabilités ; il a un idéal moral, un idéal d'action et, partant de discipline volontaire, qui s'est formé au cours des luttes que depuis plusieurs siècles il a soutenues, avec les classes dirigeantes, contre le pouvoir central.

Si d'aventure vous voulez faire quelque chose avec les Français, n'oubliez pas que leur race est impulsive, imaginative, un peu changeante, si changeante même que cela finit par être

une force pour elle, parce que, selon l'observation sagace de Richelieu, le glorieux fondateur de la vieille Sorbonne, « nos ennemis, ne pouvant pas prendre de justes mesures sur des variétés si fréquentes, n'ont pas le loisir de profiter de nos fautes ».

Avec les Anglais, vous avez affaire à un peuple qui est plus lent à concevoir, plus lent à exécuter, mais qui est implacable dans la réalisation de la mission qu'il s'est de lui-même assignée et qui ne s'arrête alors à aucun scrupule de doctrine. Une fois qu'il s'est mis en route, il ne recule devant aucun obstacle ni aucun sacrifice ; tout l'exaspère au contraire dans la volonté d'aller « jusqu'au bout ».

Comment ce caractère s'est affirmé au cours du conflit actuel? Comment cette volonté s'est manifestée dans les faits? C'est ce que je voudrais maintenant examiner aussi rapidement que possible.

— Pourquoi — - l'Angleterre - — est entrée — dans l'alliance.

RAPPELONS-NOUS les circonstances qui ont déterminé l'Angleterre à s'engager dans la guerre.

Il n'y a aucune raison de le dissimuler : jusqu'à la fin extrême du siècle dernier, l'Angleterre était restée un peu en méfiance à l'égard de notre France. Plusieurs siècles de luttes et de rivalités, ravivées par les dernières entreprises coloniales de la troisième République, lui faisaient toujours craindre qu'un jour n'arrivât où nous sortirions du recueillement que nous avait imposé la défaite de 1870 et où nous chercherions à lui causer autant d'ennuis que du temps du Grand Roi ou de la Révolution.

Il a fallu le spectacle des progrès économiques de l'Allemagne pour que l'Angleterre commençât à se demander si elle ne faisait pas fausse route depuis quelques années et si vraiment le péril n'était pas dans une direction différente de celle où elle l'avait redouté jusqu'alors.

Il a fallu ensuite la personnalité extrêmement avisée, aux vues très lointaines, du roi Édouard VII, pour infléchir peu à peu la politique anglaise vers ce qu'on a justement appelé l'Entente Cordiale.

L'Entente Cordiale n'était à aucun degré une politique d'agression, c'était une politique de défense. On a dit ailleurs : une politique d'encerclement. Cet encerclement était devenu

nécessaire devant les incartades perpétuelles d'un souverain dont on pouvait craindre à toute heure un accès d'épilepsie plus ou moins opportun et dangereux, et devant les pratiques de ce qu'un orateur australien, le premier ministre Hughes, a nommé justement le « cancer allemand », c'est-à-dire l'invasion sournoise et continue des éléments germaniques dans toutes les entreprises économiques de l'univers.

Il suffisait de l'Entente Cordiale, pensait-on, pour résister à ce qui se révélait alors de l'action et des prétentions allemandes.

On sait comment Guillaume II chercha à sortir de cet encerclement par les manifestations diverses auxquelles l'affaire du Maroc donna lieu de sa part. On sait aussi que, malheureusement pour la France, le roi Édouard VII fut frappé par la mort en 1910. On sait enfin que, quelques années auparavant, la politique anglaise était tombée aux mains d'un parti qui se déclarait plus antimilitariste, plus étranger aux préoccupations de politique extérieure, plus résolument attaché à la paix que ne l'était le parti qui, précédemment, avait détenu le pouvoir.

Ces deux événements ont incontestablement joué un rôle décisif dans les déterminations de la politique allemande en 1914.

L'empereur Guillaume a cru que, affranchi de l'hostilité sourde mais tenace de son oncle, le roi Édouard, se trouvant en face d'un pays qui, comme le nôtre, se laissait aller aux illusions pacifiques et songeait tout juste à sa défense commerciale, il pouvait jouer à coup sûr : il a cru que l'Angleterre resterait neutre.

Si l'on en doute, qu'on lise un livre paru quelques mois seulement avant la guerre : *La Politique allemande*, de M. le Prince de Bulow, l'ancien chancelier.

Si l'on en doute, qu'on lise encore le rapport diplomatique, qui est certainement l'un des documents les plus tragiques dans sa concision que j'aie jamais lu, où sir E. Goschen, ambassadeur britannique à Berlin, raconte sa dernière entrevue avec le chancelier en exercice, M. de Bethmann-Hollweg, le mardi 4 août dans la soirée : on y verra quel écroulement a été pour l'Allemagne de constater que tous les raisonnements — car elle raisonne elle aussi, et très souvent dans l'abstrait — qu'elle avait faits sur l'Angleterre étaient démentis par l'événement.

Cet événement, quel était-il?

Je me rappelle encore les angoisses par lesquelles ont passé un grand nombre de nos hommes politiques et de mes amis

personnels dans les dernières semaines de juillet 1914, en se demandant : Que va faire l'Angleterre? Je me souviens qu'à tous, j'allais répétant : « Attendez, laissez faire ; l'Angleterre ne peut pas ne pas marcher, parce que l'Allemagne fera tout ce qu'il faut pour cela et, quand l'Angleterre se mettra en branle, elle interviendra sans restriction, avec la résolution d'aller jusqu'au bout. »

Et pourquoi a-t-elle marché?

Elle l'a fait, comme toujours dans le passé, au nom de son honneur national, au nom de la signature qu'elle avait mise sur les engagements qu'elle avait souscrits, au nom des obligations qu'elle avait contractées.

Les dates ont leur éloquence propre.

Sous le régime de l'Entente Cordiale, l'Angleterre nous avait promis très peu de choses, mais une chose très importante cependant.

Il avait été convenu entre les deux gouvernements que, puisqu'on voulait modérer les dépenses d'armements et qu'on était désormais d'accord sur les buts essentiels de la politique extérieure, on pouvait distribuer différemment les flottes anglaise et française.

On décida alors que la flotte française se cantonnerait plus particulièrement dans la Méditerranée, et que la flotte anglaise, au contraire, s'occuperait des mers du Nord ; en foi de quoi, nous avions supprimé nos escadres du Nord pour concentrer toutes nos forces dans la Méditerranée et l'Angleterre avait fait remonter la majeure partie des navires qu'elle avait dans le Sud, pour les réunir dans le Nord.

Le 2 août, avant même que la Belgique eût été envahie, avant même que l'Angleterre fût obligée à un autre titre d'intervenir, sir Edward Grey nous fit savoir qu'il ne serait pas équitable, si nos côtes étaient menacées, que ce fût à raison des engagements antérieurs loyalement exécutés par nous qu'elles se trouvassent sans protection.

Et le 2 août, la flotte anglaise s'avançait dans le Pas-de-Calais pour protéger non seulement nos côtes, disait sir Edward Grey, mais aussi la sécurité de nos lignes maritimes dans toutes les parties du globe.

Voilà un premier acte.

Le lendemain la neutralité belge était violée.

On a dit, de l'autre côté du Rhin, que l'Angleterre n'avait

pas prévenu de ce qu'elle ferait, qu'elle avait pris les empires du centre en traître ; or, le 30 juillet, quand s'aggrava la querelle à propos de la Serbie, elle demanda à l'Allemagne et à la France quelles étaient leurs intentions respectives en ce qui concerne la neutralité belge. La France répondit tout aussitôt qu'elle respecterait cette neutralité, l'Allemagne ne répondit pas.

Je pense que la question posée par la Grande-Bretagne était suffisamment significative ; toujours est-il que lorsque le chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, déchira son « chiffon de papier », qui était la garantie internationale de la Belgique, l'Angleterre dit : « Je ne le tolèrerai pas, et la seconde partie des engagements que j'avais avec la France s'exécutera ; je lui donnerai mon corps expéditionnaire et je ferai la guerre. »

Ceci me conduit naturellement à dire quel a été l'effort militaire de l'Angleterre depuis deux ans.

L'effort militaire.

Je n'insisterai pas sur l'effort naval (1) : il a été puissant et sera peut-être décisif. Il ne nous a pas seulement permis de nous approvisionner au dehors en matières premières pour nos canons et nos munitions, alors que l'invasion et l'occupation de nos principales régions métallurgiques risquaient de nous laisser désarmés ; il a aussi, par le blocus, été singulièrement nuisible à l'ennemi, et ce même blocus ne sera pas d'un médiocre effet lorsqu'il s'agira d'imposer à l'Allemagne les conditions nécessaires de la paix (2). Mais les opérations maritimes sont dans les traditions les plus anciennes et les plus connues de la Grande-Bretagne. Je préfère parler de ce qu'elle a fait de neuf, de ce qu'elle a accompli sur terre.

(1) L'effectif des marins de l'État a été porté de 146.000 hommes à 350.000 ; un million d'ouvriers travaillent dans les arsenaux de l'amirauté.

(2) Les pertes infligées à la marine marchande anglaise par sous-marins, mines et torpilles, ont beaucoup frappé l'imagination populaire. Elles ont cependant été moins nombreuses que celles que causaient jadis, au temps des guerres avec la France ou l'Amérique, la grande audace des corsaires. Et, quant au résultat global, la flotte commerciale britannique n'a été diminuée, pour toute l'année 1915, que de un pour cent du nombre de ses navires et d'un demi-millième de leur tonnage. Que si l'on considère les pertes subies du même chef par la flotte mondiale tout entière, neutres compris, durant la même période, ces pertes sont seulement de 2,2 % du tonnage, alors que la moyenne des pertes annuelles par simple fortune de mer est de 2,12 %.

Le corps expéditionnaire dont il avait été question en août 1914, c'était la seule armée dont disposait alors la Grande-Bretagne, environ 160.000 hommes. Les effectifs officiels en étaient les suivants : service actif, 233.000 hommes ; réserve, 203.000 ; armée territoriale, 263.000. Mais si l'on tient compte de ce que l'Angleterre possède un certain nombre de colonies, qui ne sont pas toutes de petites colonies, on comprendra aisément qu'il était déjà bien beau que ce corps expéditionnaire de 160.000 hommes fût à nos ordres.

Quelques mois après, un Anglais qui est un homme d'infiniment d'esprit, même lorsqu'il écrit en français, publiait un article dans la *Revue de Paris* et il débutait à peu près en ces termes : Les esprits bienveillants et sympathiques me demandent périodiquement où est l'armée anglaise. Je réponds : l'Armée anglaise, la seule sur laquelle vous étiez en droit de compter, la seule dont il eût été jamais question entre nos états-majors pour l'éventualité d'une invasion de la Belgique, cette armée n'existe plus, attendu qu'à l'heure actuelle, sur les 160.000 hommes qu'elle comptait, nous en avons perdu 550.000.

Dans l'intervalle, en effet, étaient survenues ce que l'on a justement appelé les armées Kitchener, qui sont tout entières de création nouvelle, qui sont tout entières, à l'heure actuelle encore, composées d'engagés volontaires, qui combattent sur six fronts hors d'Europe, et qui attendent, de nos généraux en chef, tant à Salonique que sur notre propre sol, l'ordre de marcher en avant.

L'ancienne armée anglaise ne comprenait que des volontaires, mais des volontaires que je me permettrai d'appeler des mercenaires, car c'étaient des hommes qui voulaient faire leur carrière dans l'armée, et que de tout temps depuis le XVII[e] siècle, les « purs » considéraient avec méfiance parce qu'ils avaient été jadis et pouvaient redevenir un jour les suppôts du pouvoir absolu.

Les armées Kitchener ne sont, elles aussi, composées que de volontaires, mais ce sont des volontaires de cœur, des volontaires qui tous, en vertu d'une résolution librement prise, ont décidé de répondre à l'appel qui leur était adressé par leur grand ministre. Ces volontaires, dans le Royaume-Uni seul, n'ont pas été moins de quatre millions en dix-huit mois, cinq millions avec les colonies et non compris l'Inde.

Je le demande en toute sincérité : nous qui avons quelque

droit d'être fiers de nos soldats, nous qui avons répondu avec tant d'élan, tant de méthode et tant d'abnégation à la fois, aux lois du service militaire, croyons-nous qu'il y ait dans le monde beaucoup de pays où l'on aurait trouvé quatre millions de volontaires renonçant librement à leur tranquillité, à leur repos, à leur vie peut-être, pour servir le drapeau?

Au vrai, j'ai souvent entendu quelques-uns de nos compatriotes se demander pourquoi l'effort britannique s'est étendu sur dix-huit mois, pourquoi il n'a pas été accompli dès le début de la guerre, pourquoi enfin le service obligatoire n'est intervenu qu'au mois de mai 1916.

A ceux-là, je répondrai : Qu'aurait-on fait de ces millions de volontaires si on les avait eus au début de la guerre? Qu'aurait-on fait plus tôt du service obligatoire, lequel n'est d'ailleurs, après l'énorme ponction d'effectifs opérée par le volontariat, qu'une mesure destinée à résoudre quelques difficultés administratives et à corriger certaines injustices? Mais qu'avons-nous fait nous-mêmes de nos cinq millions d'incorporés pendant les premiers mois? Nous avons dû les tenir dans les dépôts parce que nous n'avions, nous nation militaire et nation avertie, ni assez de fusils, ni assez d'équipements, ni assez de munitions, ni même assez de cadres pour les utiliser.

Et l'Angleterre qui n'était pas une nation militaire, qui a dû tout improviser, tout créer dans cet ordre d'idées, qu'est-ce qu'elle aurait fait de cinq millions de volontaires avant d'avoir des armes à leur confier, des équipements pour les habiller, des munitions pour leur permettre de tirer, avant d'avoir des moyens de transport pour les ravitailler?

Je sais qu'il y a en France une très vieille légende, celle des volontaires de 92. On nous a dit qu'à l'appel de la Révolution, quand retentit le cri « La Patrie est en danger », il a suffi des volontaires de l'époque, qu'on jeta du jour au lendemain à la frontière, pour faire reculer les armées de la coalition d'alors.

Hélas! ce n'est qu'une légende. Il est une chose qu'on oublie dans tout cela, mais elle est d'importance : c'est que ces volontaires furent encadrés et commandés par l'ancienne armée royale ou du moins, après l'exode des émigrés, par les éléments populaires de l'ancienne armée royale, dont sont sortis tous les généraux qui ont illustré les guerres de la Révolution. On oublie aussi qu'à cette époque, l'armement était moins compliqué et

la consommation de munitions infiniment moins considérable qu'elle ne l'est à l'heure actuelle (1).

Or, s'imagine-t-on que si les cinq millions de volontaires de Kitchener avaient répondu à son appel dans les premiers jours, on aurait pu seulement les encadrer, que les sous-officiers et les officiers que l'on a pour tenir un corps expéditionnaire de 160.000 hommes peuvent suffire à en encadrer trois ou quatre millions? L'argument ne soutient pas l'examen. En dehors des efforts qu'elle a dû faire sur le terrain matériel, l'Angleterre a dû en réaliser d'identiques sur le terrain moral, sur le terrain de l'instruction professionnelle, car elle a dû former des milliers d'officiers et de sous-officiers en les prenant parmi les civils d'avant la guerre. Mieux encore : elle a dû désapprendre à ses officiers de carrière les pratiques de la guerre coloniale, pour les plier aux nécessités tout autres des guerres européennes.

- L'effort - financier - et fiscal. -

CELA n'a pas été, comme bien l'on pense, sans un effort financier considérable. Je ne sais pas si le public français se rend très bien compte, si d'une façon générale la presse même se rend très bien compte de ce qu'est l'effort financier fourni par l'Angleterre. Je donnerai très peu de chiffres, mais je pense que le lecteur les jugera suffisamment significatifs pour conclure avec moi que ce n'est pas seulement ses enfants que l'Angleterre a jetés dans le plateau de la balance, mais aussi son argent, cet argent qui, pour quelques personnes, est souvent plus précieux que le sang... des autres.

Le budget de l'Angleterre a simplement décuplé depuis le début de la guerre : il est passé de 188 millions de livres sterling en 1913 à 1.885 millions de livres en 1916, c'est-à-dire quelque chose comme une cinquantaine de milliards de francs, dont dix pour avances aux alliés et aux colonies.

Naturellement on ne fait pas face à une dépense aussi formidable exclusivement avec les ressources ordinaires du

(1) A la célèbre bataille de Valmy, il n'y avait d'ailleurs que 34.000 Français contre 36.000 Impériaux ; de chaque côté, on n'avait qu'un tiers environ du nombre de canons dont dispose aujourd'hui chaque corps d'armée.

budget ; il a fallu recourir à toutes sortes de moyens pour payer les dépenses que l'on engageait.

C'est ainsi que la dette consolidée de l'Angleterre est passée de 16 milliards à 53 milliards à l'heure présente et qu'à la fin de la présente année financière, le 31 mars 1917, cette dette sera de 66 milliards de francs, non compris une vingtaine de milliards d'engagements à court terme.

Mais l'Angleterre a eu de tout temps une politique fiscale vraiment digne d'être imitée en d'autres pays où l'on s'en remet généralement à l'avenir du soin de liquider les charges du présent parce qu'on y est dominé par la peur de mécontenter l'électeur.

En proposant à la Chambre des Communes le budget actuellement en cours, celui qui a commencé le 1er avril de la présente année, M. Mac Kenna, chancelier de l'Echiquier, a pu dire avec quelque fierté : « Nous n'avons pas emprunté une livre sterling sans créer en même temps un impôt suffisant pour payer l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt. »

Nul ne sera surpris, après cette profession de foi de M. Mac Kenna, d'apprendre que l'Angleterre est actuellement, de tous les pays engagés dans la lutte mondiale, celui qui est le plus surchargé d'impôts.

Sait-on quelle est la différence entre les impôts payés par le contribuable anglais à l'heure actuelle, comparativement à ce qu'il payait avant la guerre ? 7.250 millions par an. Et sait-on à quelles ressources on a demandé ces 7.250 millions ?

Si j'ai insisté plus haut sur certaines origines historiques des choses, ce n'est pas sans raison : l'Angleterre démocratique applique aujourd'hui la même politique fiscale qu'elle appliquait autrefois, alors qu'il n'y avait que des classes sociales restreintes pour jouir des avantages et des charges du pouvoir.

C'est à l'*income tax* (1) qu'elle s'est adressée, à l'impôt sur le revenu, à cet impôt qui suscite tant d'appréhension dans notre pays parce qu'on redoute, non sans motif, de le voir dégénérer en instrument de tyrannie politique. C'est à l'*income tax* que l'Angleterre a demandé la majeure partie des ressources nécessaires : tandis qu'elle n'a augmenté que des trois quarts

(1) Pour l'exercice en cours 1916-17, le produit des impôts indirects est évalué à 1.750 millions de francs, celui de l'*income-tax* à 4.300 millions, la contribution spéciale sur les bénéfices de guerre, dont il sera parlé plus loin, à 2.150 millions.

les contributions indirectes, les impôts de consommation, elle a quintuplé l'*income tax*, et cela, en partant de taux quelque peu différents de ceux édictés par notre dernière loi sur la matière.

A l'heure actuelle, le contribuable anglais paye de dix à quarante pour cent de son revenu annuel, suivant la fortune qu'il possède, suivant aussi que les revenus dont il dispose proviennent des gains de son travail ou des capitaux qu'il a accumulés ou hérités de ses ancêtres.

Quarante pour cent du revenu annuel, voilà la charge présente des gros contribuables britanniques, sans compter les impôts locaux qui sont particulièrement lourds en Angleterre et qui sont tous des impôts directs, car on n'y connaît pas nos célèbres octrois (1).

Ajoutez que, quand il s'est agi d'organiser la fabrication des munitions pour subvenir aux besoins chaque jour croissants de l'armée, on a placé sous le contrôle gouvernemental plus de trois mille usines en disant aux patrons : Vous allez travailler en régie et nous vous donnerons dix pour cent à titre de bénéfice. Quant à ceux qui ne sont pas en régie, qui ne sont pas sous le contrôle de l'État, même s'ils font autre chose que des fournitures de guerre, on leur demande maintenant soixante pour cent du bénéfice supplémentaire qu'ils réalisent du fait de la guerre par rapport aux anciens profits qu'ils faisaient en temps de paix.

Voilà quel est l'effort financier, quel est l'effort fiscal de l'Angleterre. Aussi, me permettra-t-on de dire que, quand j'entends quelques-uns de nos compatriotes parler des énormes bénéfices commerciaux que l'Angleterre réalise à l'heure même où, nous autres malheureux, avons une partie de notre territoire envahie et toutes nos affaires quelque peu gênées, je trouve qu'il y a beaucoup de mauvaise foi, ou beaucoup d'enfantillage, à juger les choses ainsi.

---

(1) Il n'est pas sans intérêt de rappeler que l'*income-tax* frappe désormais les revenus à partir de 3.000 francs, qu'elle atteint près de 1.300.000 contribuables, y compris les sociétés et autres personnes morales. Sur ces 1.300.000 contribuables, 90 %, qui possèdent un revenu annuel inférieur à 12.500 francs, payent un peu moins du quart du produit total de l'impôt. L'*income-tax* proprement dite est au maximum de 25 % du revenu ; c'est une surtaxe de guerre, portant sur les seuls revenus provenant de capitaux, qui l'a majorée jusqu'à 40 %.

— L'effort — commercial.

COMMENT peut-on concevoir un instant qu'un pays qui a retiré tant de millions d'hommes du commerce et de l'industrie, qui paye des impôts dans les proportions que je viens d'indiquer, fonctionne au point de vue commercial et au point de vue industriel et continue de s'enrichir dans les mêmes conditions qu'en temps de paix?

Le simple bon sens indique qu'il ne saurait en être ainsi et j'ajoute : si le bon sens ne suffit pas, les statistiques douanières en apportent la preuve.

Comparez les statistiques des trois premiers mois de 1914, qui était une période de plein exercice de l'activité commerciale anglaise, avec celles des trois premiers mois de l'année 1915, première année de la guerre. Vous verrez que les importations anglaises augmentent, que les exportations sont tombées de 37 %. Retenez ce dernier chiffre.

A la fin de 1915, au début de 1916 surtout, les exportations s'accroissent légèrement ; elles accusent une augmentation de 18 % par rapport à 1915, tout en restant en arrière de 25 % sur 1914. Aussitôt, on est tenté de dire : voilà le commerce anglais qui reprend ; vous le voyez, nous sommes de tristes dupes, nous autres Français ; les Anglais font des affaires avantageuses, tandis que nous nous appauvrissons.

Je réponds : vous oubliez une chose, c'est que, dans l'intervalle, les prix ont changé et que si les chiffres absolus d'exportation, lesquels sont indiqués en valeur, accusent un relèvement à la fin de 1915 et au début de 1916, il est plus que probable, il est certain, que les quantités exportées sont moindres qu'elles ne l'étaient autrefois, car si vous comparez le prix des matières premières, vous trouvez que sur tout, excepté sur la viande de bœuf, les majorations sont de trente à quatre-vingts pour cent d'une année à l'autre.

La meilleure preuve de ce que j'avance est d'ailleurs dans ce qu'on appelle la balance commerciale. On sait que, de tout temps, l'Angleterre est plus importatrice qu'elle n'est exportatrice ; on sait que les trois cinquièmes de ce qu'elle consomme en tant que denrées alimentaires proviennent du dehors.

Or, en temps normal, elle importe pour environ 6 milliards de francs de plus qu'elle n'exporte.

La différence est aujourd'hui de 12 milliards et c'est tous

les ans, jusqu'à la fin de la guerre, 12 milliards qui sortent d'Angleterre pour aller dans les pays neutres.

Mais, dit-on encore, ce qu'elle ne gagne pas dans l'industrie et le commerce, l'Angleterre le gagne avec ses bateaux.

Ses bateaux! Où sont-ils les bateaux anglais à l'heure actuelle? Soixante-cinq pour cent de la flotte marchande ont été réquisitionnés par l'Amirauté, soit pour ses propres besoins, soit pour le service des alliés.

Si donc quelques armateurs anglais profitent, comme certains des nôtres, de la hausse des frets, ce ne sont pas eux, mais les neutres qui fixent ces derniers. En effet, il reste à peine un tiers de la flotte britannique sur le marché libre ; et quand je dis libre, c'est une façon de parler, car tout est réglementé à l'heure actuelle en Angleterre, tout est aménagé en vue des opérations militaires, et il n'y a pas aujourd'hui un seul navire, même parmi ceux qui ne sont pas réquisitionnés, qui puisse se rendre d'un port à un autre sans que son itinéraire ait été approuvé par l'Amirauté et le Board of Trade ; il n'y a pas un seul chargement sur lequel ne s'exerce le contrôle de l'Amirauté et du Board of Trade ; certaines importations sont complètement interdites, d'autres sont limitées. En voici un exemple : tout récemment le Board of Trade a prescrit de réduire les importations d'orge d'un tiers, ce qui implique une diminution d'un tiers de la consommation de la bière.

Ce qu'a fait l'Angleterre.

J'EN ai assez dit, je pense, pour montrer quel est le rôle de l'Angleterre dans la lutte gigantesque qui se livre en ce moment dans le monde.

En 1914, l'Angleterre n'était pas pacifiste, parce que l'Angleterre n'est pas doctrinaire et qu'elle n'aime pas les systèmes ; elle était pacifique, ce qui n'est pas du tout la même chose, parce qu'elle est commerçante et industrielle et que les négociants aiment la paix pour développer leurs affaires.

L'événement est survenu, qui a peu à peu orienté sa conduite dans une direction absolument opposée à celle où elle avait coutume de travailler, et là, je crois l'avoir démontré surabondamment, elle a dépensé libéralement et son sang et ses richesses.

Elle a fait plus encore : elle a sacrifié presque toutes les

notions fondamentales qui constituaient son patrimoine moral et son honneur dans l'histoire des libertés publiques, elle les a sacrifiées sur l'autel des nécessités nationales.

Les individus, contrairement à des siècles de coutume, ont accepté que le service militaire leur fût imposé par l'État ; les commerçants ont accepté que toutes leurs opérations fussent réglementées ; les industriels ont accepté d'être placés sous le contrôle de l'État de façon que leurs efforts fussent disciplinés et coordonnés dans le sens de leur plus grande utilisation pour le plus grand résultat possible ; il n'est pas jusqu'aux partis politiques qui n'aient renoncé aux traditions fondamentales de l'histoire d'Angleterre.

C'est, en effet, je crois, depuis qu'il existe un Parlement à Westminster, la première fois qu'on voit siéger sur les mêmes bancs du Gouvernement des hommes appartenant à des partis différents.

Nous sommes habitués en France à ce dernier spectacle, grâce à l'alchimie parlementaire très particulière que nous pratiquons, à la composition de nos ministères et à l'humeur accommodante des hommes que l'on voit réapparaître périodiquement sur la scène.

Tel n'était pas le cas en Angleterre : on y estimait sage de ne jamais confier ses affaires qu'à une seule équipe, de façon à garder une équipe de rechange pour le moment où la faveur publique se retirerait de la première.

Eh bien, pour la première fois dans l'histoire, devant l'intensité du péril et la gravité des circonstances, tous les partis sont représentés dans le cabinet présidé aujourd'hui par M. Asquith. Et cette révolution, comme toutes les autres révolutions déterminées par la guerre, s'est accomplie sous la seule pression de l'opinion publique, par la seule action des institutions libres (1).

---

(1) Il ne faudrait pourtant pas croire que le nouveau jeu a supplanté sans résistance la vieille école. Au début de la présente année 1916, un grand armateur, M. Holt, se félicitait encore à la Chambre des Communes (6 janvier) qu'il y ait eu des hommes de bon sens pour rester à l'arrière et ne pas s'engager dans l'armée, car, disait-il, « si la Grande-Bretagne n'est pas entretenue sur le pied d'une industrie en pleine marche, nous rencontrerons le désastre bien plus sûrement que si nous sommes vaincus dans le combat ». Par contre, la voix du même M. Hughes, déjà cité plus haut, venait des antipodes pour proclamer le 20 mars, au Carlton-Club, que « l'Angleterre avait

Ce que veut l'Angleterre.

Pour faire quelle politique?

Le 14 novembre 1914, dans un banquet qui lui était offert au Guildhall, au milieu des principaux chefs du commerce britannique, M. Asquith a prononcé des paroles qu'il a répétées textuellement à la Chambre des Communes au mois de mars dernier :

« Nous ne remettrons pas au fourreau l'épée que nous n'en avons pas tirée à la légère, avant que la Belgique et la Serbie aient recouvré tout ce qu'elles ont perdu et plus encore ; avant que la France soit prémunie d'une manière sûre contre toute agression nouvelle ; avant que l'indépendance des petites nationalités européennes ait été établie sur des bases inébranlables ; enfin, avant que le despotisme militaire de la Prusse ait été complètement et définitivement détruit. »

Telle est, à dix-sept mois de distance, la politique du Gouvernement britannique ; il n'y renoncera pas.

Il a, par ces simples et fortes paroles, répondu d'avance aux ennemis hypocrites qui l'accusent de poursuivre uniquement des visées personnelles.

Comme chacun des Alliés, il a ses intérêts propres. Avec tous, il est solidaire pour la défense de la Civilisation et de la Liberté.

J'ai montré par quels moyens il soutenait cette noble cause.

Je suis de ceux qui pensent que, dans presque toutes les phases de l'existence, il vaut mieux avoir un caractère bien assis qu'une intelligence très déliée ; si des doutes peuvent s'élever parfois à cet égard pour l'usage courant de la vie, nul ne peut contester du moins qu'aux heures graves, comme le disait récemment un auteur anonyme d'une de nos grandes Revues, « l'obstination vaut mieux que le génie lui-même (1) ».

En terminant cet exposé, je crois pouvoir dire en toute vérité que les alliés doivent compter sur l'obstination britannique, parce que, à travers son histoire tout entière, c'est par

---

enfin jeté bas les conventions et les doctrines les plus chéries des partis... pour reconnaître la futilité de toutes les conceptions antérieures sur la vie nationale et économique ». C'est entre ces deux pôles, et en ménageant certaines transitions, qu'a dû évoluer, pour le plus grand bien des alliés, la politique du cabinet dirigé par M. Asquith.

(1) Richelieu a dit dans son *Testament politique* : « Bien que la tête soit ce qui guide le reste du corps et que le jugement soit la partie la plus essentielle à celui qui com-

la ténacité que la vieille Angleterre s'est signalée à l'admiration des peuples.

Et lorsque le sang des Anglais et des Français aura achevé de se mêler sur les champs de bataille, lorsque plus de compréhension et plus d'estime mutuelles seront nées de leurs communs efforts, quels bienfaits ne procurera pas à l'humanité cette alliance nouvelle entre les imaginatifs et les logiciens que nous sommes et les réalistes volontaires qu'ils n'ont jamais cessé d'être? Quels bienfaits, mais aussi quelle sécurité, si seulement on se corrige des deux parts de cet optimisme imperturbable et par trop excessif qui a failli faire sombrer notre civilisation dans la plus épouvantable tourmente que le monde ait jamais connue, et qui a imposé aux deux nations des pertes d'hommes et d'argent d'autant plus énormes que leurs prévisions du temps de paix n'avaient point préparé leurs héroïques résolutions du temps de guerre!

---

mande, il est vrai néanmoins que je souhaite plutôt à un général d'armée beaucoup de cœur et un médiocre esprit, que beaucoup d'esprit et un médiocre cœur... Ceux qui ont grand cœur ne s'étonnent pas dans le péril... au lieu que ceux qui ont fort peu de cœur s'étonnent aisément, se trouvant au moindre danger si troublés que, quelque grand esprit qu'ils aient, il leur est en tout inutile, parce que la peur leur en ôte l'usage. » Cela n'est pas seulement vrai des généraux, mais de tous les hommes qui ne limitent pas leur activité au travail de cabinet et à la méditation solitaire.

APPENDICE

Discours préliminaire à la Conférence sur l'Effort Britannique

Prononcé à la Sorbonne le 15 Juin 1916

Par M. Stéphen PICHON

Sénateur

Ancien Ministre des Affaires Étrangères.

Président du Comité : " L'Effort de la France et de ses Alliés "

Mesdames, Messieurs,

La conférence que vous allez entendre est la seconde de celles que nous avons organisées pour faire connaître — notamment à la jeunesse — le concours mutuel que se prêtent la France et les puissances alliées dans la lutte à mort qu'elles soutiennent pour la défense de la civilisation humaine. (*Applaudissements.*)

Le 25 mai, à cette même place, M. Herriot a parlé de l'effort russe, qui s'est traduit, depuis, par les magnifiques victoires que l'armée du tsar remporte sur les armées de l'Autriche-Hongrie. (*Vifs applaudissements.*)

M. Herriot a fait acclamer notre puissante alliée du Nord, dont la bravoure est indomptable et dont les réserves sont inépuisables, par le public unanime qui emplissait cette salle. (*Applaudissements.*)

Aujourd'hui, M. André Lebon va parler de l'effort britannique et le 22, M. Barthou parlera de l'effort italien.

D'autres conférences seront faites, ou l'ont été déjà, pour rendre hommage à l'effort belge, à l'effort serbe, à l'effort japonais, à toutes ces vaillantes nations associées à notre tâche d'affranchissement et de salut. (*Applaudissements.*)

Nous allons ainsi vulgariser, dans toutes ses manifestations et dans toutes ses phases, la part de chacun des pays alliés dans

la bataille où, sans doute, hélas ! ils subissent des pertes douloureuses, mais où leurs forces combinées augmentent sans cesse tandis que s'épuisent celles de l'ennemi qui voit tous ses plans déçus et entrevoit le jour fatal où il finira par succomber. (*Vifs applaudissements.*)

L'effort britannique est celui de l'un des plus grands peuples de l'Europe et du monde (*Applaudissements*), de l'un des plus illustres par sa glorieuse histoire et par les services qu'il a rendus à la cause de la liberté et du droit. (*Applaudissements.*)

C'est un peuple qui consacre toutes ses forces à la victoire d'une cause vitale pour tous les pays libres, dont la défaite serait peut-être mortelle pour lui. Il y consacre sa flotte, son armée, son crédit, toutes ses ressources, toutes ses richesses et il a juré, comme nous, de ne déposer les armes que vainqueur. (*Vifs applaudissements.*)

M. André Lebon vous dira ce que la Grande-Bretagne nous avait autrefois promis en cas d'une guerre traîtreusement préparée depuis longtemps contre elle et contre nous ; il vous dira ce qu'elle a fait depuis le mois d'août 1914 et à quel point ses actes ont dépassé les termes de ses promesses ; il vous la montrera toujours plus active, toujours plus énergique, toujours plus forte, toujours plus confiante, ne reculant devant aucun sacrifice, sachant renoncer, quand il le faut, à ses habitudes les plus anciennes, à ses traditions les plus chères, n'hésitant devant aucun devoir pour triompher de l'ennemi qui lui fait l'honneur insigne de la poursuivre de ses rancunes, de ses jalousies, de ses colères et de ses haines. (*Vifs applaudissements.*)

Je ne veux pas empiéter sur le sujet que va traiter l'éminent conférencier ; qu'il me soit seulement permis, au nom de ceux qui ont, pendant toute leur vie, préconisé sans se lasser l'entente entre la France et l'Angleterre, de saluer comme l'un des gages les plus précieux et les plus sûrs de l'Europe actuelle et future, l'alliance scellée sur les champs de bataille de terre et de mer, entre deux nations qui, à des titres divers, ont eu, au cours de leur histoire, une part égale à la formation du monde moderne. (*Applaudissements.*)

Trop longtemps et trop souvent divisées dans le passé, elles sont unies désormais l'une à l'autre par des liens que rien ne rompra, comme le proclamait, il y a peu de temps, le roi George, en recevant la délégation des Chambres françaises.

Qu'il me soit aussi permis de nous associer à nos amis anglais pour célébrer la victoire navale récemment remportée par leur admirable flotte et qui a été d'autant plus significative que la marine allemande, menacée d'un véritable désastre et chassée de la mer où elle s'était aventurée, n'a encore eu ni la dignité, ni la franchise d'avouer la défaite qu'elle a subie et dont il lui sera difficile de réparer les sérieux effets. (*Vifs applaudissements.*)

Enfin, puisque malheureusement les tristesses sont comme la rançon de la noblesse et de la grandeur de l'héroïsme, je ne veux pas terminer ces brèves paroles sans dire les profonds regrets et la douleur avec lesquels la France tout entière a appris la disparition de l'un des hommes qui ont le plus contribué à donner au Royaume-Uni la force militaire qu'il a pour ainsi dire improvisée pour nous aider à libérer notre territoire et à restituer aux peuples, victimes de la violence et de la fourberie teutonne, les garanties nécessaires de leur droit et de leur nationalité. (*Vifs applaudissements.*)

J'ai nommé lord Kitchener dont la mémoire nous est doublement sacrée, puisqu'avant de combattre pour l'Europe il avait combattu pour la France (*Vifs applaudissements*) ; il est mort dans l'accomplissement de son devoir, victime de son courage et de son patriotisme, sans avoir pu assister au couronnement de son œuvre. Mais elle n'en est pas moins remplie, sa gloire n'en est pas moins rayonnante et il a laissé dans nos cœurs un souvenir de gratitude et d'admiration qui ne s'effacera pas. (*Applaudissements prolongés.*)

Je remercie M. le Président de la République d'avoir bien voulu se faire représenter à cette conférence; je remercie MM. les ambassadeurs, les ministres et agents diplomatiques qui nous ont fait l'honneur de se rendre à notre invitation et je donne la parole à M. André Lebon. (*Applaudissements.*)

A la Cérémonie en l'honneur de la Grande-Bretagne, le Comité "*l'Effort de la France et de ses Alliés*" avait obtenu le gracieux concours de Madame Bartet, Sociétaire de la Comédie-Française et de M. de Max, ainsi que celui de la Garde Républicaine, sous la direction de son chef, M. G. Balay.

TABLE DES MATIÈRES

IMP. H. DIÉVAL, PLACE DES VICTOIRES - PARIS



PUBLICATIONS DU COMITÉ

" L'EFFORT DE LA FRANCE ET DE SES ALLIÉS "

L'Hommage Français

L'EFFORT DE L'AFRIQUE DU NORD
par **M. Augustin BERNARD**, Professeur à la Sorbonne. 0 50

L'EFFORT AUSTRALIEN
par **M. FRANKLIN-BOUILLON**, député. 0 50

L'EFFORT BELGE
par **M. Louis MARIN**, député 0 50

L'EFFORT BRITANNIQUE
par **M. André LEBON**, ancien ministre . . . 0 50

L'EFFORT CANADIEN
par **M. Gaston DESCHAMPS** 0 50

L'EFFORT COLONIAL FRANÇAIS
par **M. Albert LEBRUN**, ancien ministre des Colonies. [illegible]

L'EFFORT DE L'INDE et de l'Union Sud-Africaine
par **M. Joseph CHAILLEY**. . . . . . . 0 5[illegible]

L'EFFORT ITALIEN
par **M. Louis BARTHOU**, ancien président du Conseil. 0 50

L'EFFORT JAPONAIS
par **M. A. GÉRARD**, ambassadeur de France. 0 50

L'EFFORT PORTUGAIS
par **M. Paul ADAM**. 0 50

L'EFFORT RUSSE
par **M. HERRIOT**, Sénateur, Maire de Lyon. . . 0 50

L'EFFORT SERBE
par **M. Paul LABBÉ**, Secrétaire général de la société de géographie commerciale. 0 50

BLOUD & GAY, Éditeurs, Paris-Barcelone

IMP. H. DIÉVAL, PLACE DES VICTOIRES - PARIS